

EN LISANT FRANÇOIS MITTERRAND



Quelques temps après l'annonce de sa candidature à la candidature, François Mitterrand a publié un livre-interview, «*Ici et maintenant*».

Il ne s'agit pas ici de faire une analyse générale de la politique suivie par François Mitterrand mais d'examiner quelques-unes des questions traitées dans son livre, au hasard d'une interview.

Cette fois-ci, en particulier la question de l'emploi.

Mitterrand et les 4 «iques»

François Mitterrand accorde une place décisive à la compétitivité des entreprises. Il rappelle le plan de lutte du PS contre le chômage, présenté en septembre 78 et qui demande «une nouvelle politique industrielle par la priorité donnée, dans le cadre du plan, aux secteurs d'activité les plus compétitifs». Il prend vigoureusement partie en faveur de l'automatisation ; il déclare à ce sujet : «*Là où le bât nous blesse face au Japon, ce n'est pas dans l'innovation, mais dans les normes de production. De 1978 à 1980, la productivité japonaise s'est accrue de 4,5% contre 2,8% pour la France. Une société comme Toyota réalise 770 000 francs de chiffre d'affaire par salarié. Deux fois plus que Mercedes, 3,5 fois plus que Peugeot, 5 fois plus que Fiat, 8 fois plus que British Leyland. Or, la qualité des produits français supporte la comparaison avec celle des produits japonais. Nous protégerons notre marché si nous choisissons d'innover dans les domaines où l'on pourra standardiser... et non en nous abritant derrière nos frontières, si nous parlons hardiment sur l'automatisation et la robotisation pour abaisser les coûts...*» (p 205) «*Devant la robotisation de la production qui se substitue au travail à la chaîne particulièrement pénible, et dont j'ai dit qu'elle nous aiderait à gagner la bataille engagée sur le marché international, je n'adopte pas, loin de là, une attitude rétractile. Cette remarque vaut pour toutes les productions de masse jusqu'à l'orientation vers le renouvellement accéléré des produits, et qui entraînent un énorme gaspillage des matières premières et d'énergie.*» (p 221). François Mitterrand accorde, dans ce cadre, une énorme importance au développement de l'informatique au sujet de laquelle il écrit : «*Après les Américains, le Japon et très près du Japon, (vient) la France, devant la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Peu d'autres pays parviendront à s'insérer dans le*

marché tant sont lourds les coûts initiaux, car le prix de revient unitaire dépend de la qualité produite, donc de la domination du marché.

«*La France suivra-t-elle ce train ?*

«*Si elle prend conscience de l'extrême importance de l'ensemble "Informatique, bureautique, robotique, télématique" et si elle s'en donne les moyens, oui... Pour se placer sur le marché mondial et mettre en œuvre les investissements nécessaires, la première condition à remplir est la continuité d'une politique industrielle. Quelle instance à longue durée en sera capable ? La continuité du projet et la dotation en moyens suffisants exigent de surcroît que la nation ne se dessaisisse pas de ses richesses au profit de quelques-uns. Je suis pour la création d'une société nationale qui entraînerait, selon les*

conquérir les marchés. C'est une logique que l'on pourrait traduire par la formule : «marche ou crève». Quel est le moteur de cette compétition internationale, de cette lutte pour les marchés ? C'est la course au profit.

Les choix définis par François Mitterrand, à partir du terrain sur lequel il s'est situé, sont logiques et (à la condition que l'on se place dans son optique...) difficilement reprochables. Comment en effet pouvoir bien se situer sur le marché international sans mettre l'accent sur ces quatre «iques» (Informatique, bureautique, robotique, télématique) qui auront pour effet d'abaisser les coûts de production ? François Mitterrand pousse la cohérence jusqu'à indiquer que priorité sera donnée dans le plan aux secteurs les plus compétitifs.

on voit mal comment une telle politique industrielle permettrait de faire diminuer le nombre actuel de chômeurs mais on peut se demander comment elle ne conduira pas à ce qu'il augmente encore.

François Mitterrand escamote ce problème. Quand sont interviewé, Guy Claisse, lui demande : «*L'emploi subira-t-il le contre-coup de ce passage hardi, trop hardi peut-être, à la vitesse supérieure ?*», François Mitterrand répond ceci : «*La fabrication des matériels informatiques, l'accroissement de la productivité des entreprises utilisatrices, qui, en faisant baisser les prix, étendra les marchés, ainsi que l'extraordinaire prolifération des nouveaux produits et services multiplieront les créations d'emplois. Le véritable problème à résoudre tient à la nature de ces emplois. Pour éviter les*

En effet : d'un côté il est sûr que cette politique supprimera des emplois dans les secteurs concernés, il est sûr que les secteurs dits non compétitifs perdront des emplois. De l'autre côté, rien, absolument rien ne permet d'affirmer qu'un nombre d'emplois supérieur à ceux supprimés sera créé. La concurrence internationale, prise comme base de la politique économique, continuera d'ailleurs à sévir dans ces secteurs.

Prisonnier de l'implacable logique capitaliste

Au bout du compte, quelle est la différence entre la politique industrielle ainsi définie par François Mitterrand et celle de l'actuel gouvernement ? La politique mise en œuvre sous la houlette de Raymond Barre ne consiste-t-elle pas, elle aussi, à donner priorité aux secteurs les plus compétitifs, n'a-t-elle pas défini des créneaux qui recouvrent les quatre secteurs indiqués par François Mitterrand ? On peut se demander si François Mitterrand ne veut pas aller plus vite en pronant la création d'une société nationalisée qui impulse ces restructurations. Michel Poniatowski semble, quant à lui, perméable à une telle idée puisque lui-même se déclarait partisan il y a peu de temps d'une nationalisation de l'informatique afin de lui donner les moyens nécessaires. Cette convergence de l'actuelle politique et de celle préconisée par François Mitterrand est-elle étonnante ? A notre avis, non ! Dès le moment où l'on se situe sur le terrain de la concurrence internationale, les possibilités sont plus que réduites. La seule alternative réelle qui puisse exister est celle d'une économie qui ne prenne plus comme axe la compétitivité sur le marché international et qui n'ait donc plus le profit comme moteur, mais une économie qui soit planifiée sur la base de la satisfaction des besoins multiples du peuple et de la solidarité avec le tiers monde. Le passage d'une logique à l'autre ne peut s'effectuer, tel est notre avis, sans révolution. Ne serait-ce que parce que la réalisation d'une planification fondée sur la satisfaction des besoins du peuple suppose que le peuple possède le pouvoir, économique et politique, pour élaborer puis mettre en œuvre cette planification. Une autre orientation fait que, quelles que puissent être les bonnes intentions que l'on ait ou que l'on proclame, on se trouve prisonnier de la logique implacable d'une concurrence internationale entre capitalistes qui dicte ses contraintes. Sur le dos des travailleurs.

Pierre BURNAND

A propos de démocratie

Les modalités de présentation des candidats à l'élection présidentielle : question très actuelle et qui permet, sans aucun doute, de contribuer à définir qui est réellement partisan des libertés démocratiques. La question de fond qui est posée est, en effet, de savoir si tous les courants politiques existant peuvent ou non s'exprimer, si les électeurs auront la possibilité de connaître tous les points de vue en présence.

Guy Claisse demande à François Mitterrand : «*Pour la prochaine campagne électorale, la campagne présidentielle, il a été prévu un nouveau système de sélection des candidats. Ceux-ci doivent désormais être parrainés par au moins cinq cents élus — parlementaires, conseillers généraux ou maires — représentant au moins trente départements. C'est un système qui tend à éliminer les candidats considérés comme marginaux. Vous paraît-il démocratique ?*».

Or, voici ce que répond François Mitterrand : «*L'élection à la présidence de la République n'est pas Radio-Crochet. Je trouve la loi sévère. Je ne la désapprouve pas.*».

Cette approbation de la décision giscardienne de restreindre les possibilités de candidature à l'élection présidentielle est déjà éclairante sur la conception de la démocratie qu'elle recouvre. Elle tend à interdire la possibilité d'expression des courants politiques nouveaux qui, par définition, n'ont pas ou très peu d'élus. Elle privilégie les forces politiques anciennes pour lesquelles 500 signatures ne posent évidemment aucun problème.

Mais quand, en plus, on sait qu'il est interdit aux élus du PS, sous peine d'exclusion, de donner leur signature, il faut bien alors en conclure qu'il y a une volonté délibérée d'empêcher les petites formations politiques de pouvoir se faire entendre. Où donc est la démocratie là-dedans ? La dé-

fense de la démocratie par le PS aurait été beaucoup plus crédible si ses élus étaient autorisés à donner leurs signatures.

«*Trop de candidats, pas de candidats, sauf un*», déclare François Mitterrand, celui de l'Elysée. La démocratie n'y gagne pas. Argument étonnant puisque c'est Giscard lui-même qui est à l'origine de ces mesures restrictives. On doit en conclure que Giscard et Mitterrand y trouvent un intérêt commun (comme Chirac et Marchais d'ailleurs) : celui de tendre à monopoliser la vie politique française. Pour François Mitterrand, la démocratie consisterait à devoir se rallier au PS. Il est connu qu'au sein du Parti socialiste bon nombre de militants désapprouvent une telle position. Certains ont même, dernièrement, lancé une pétition afin que les élus de leur parti puissent donner leurs signatures. En agissant ainsi, ils donnent, eux, du crédit à leur défense des libertés démocratiques.

décisions du Plan, la restructuration de l'ensemble des grandes entreprises.» (p 213).

Ces citations, sans doute un peu longues, sont néanmoins utiles pour éclairer la démarche de François Mitterrand.

Sur quel terrain se situe-t-il ? Sur celui de la compétition internationale entre les grandes puissances capitalistes. Celle-ci, dont tout indique qu'elle va connaître un développement important dans la période à venir, notamment entre les pays européens et les USA, nécessite impérativement le développement de l'automatisation, dans le but exclusif d'abaisser les coûts de production afin de

L'emploi qu'il supprime et celui qu'il créera peut être

Et l'emploi dans tout cela ? Inévitablement, cette politique industrielle se traduira par des suppressions d'emplois, dans tous les secteurs concernés. Or, il ne faudrait tout de même pas l'oublier, la base à partir de laquelle s'appliquera la politique industrielle de François Mitterrand est celle de 2 millions de chômeurs. Non seulement

déplacements de population et d'occupations la planification apparaît une fois de plus comme le seul régulateur du changement au bénéfice de l'homme. Et la formation comme le seul outil d'adaptation.» (p 213). Vagues promesses opposées aux questions concrètes que soulève une politique industrielle. François Mitterrand est bien obligé de reconnaître que son orientation se traduira par des suppressions d'emplois mais il promet qu'elle permettra d'en créer de nouveaux. Il ne resterait donc qu'un problème de formation et d'adaptation... Non, cela n'est pas sérieux et ressemble fort aux thèses de Jean-Jacques Servan-Schreiber dans son «*Défi mondial*».